

## Journée de l'économie

Vendredi 26 août 2011

Seul le texte prononcé fait foi.

# Discours du président

Gerold Bühner, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Peut-être l'avez-vous aussi remarqué : on a rarement vu autant de drapeaux à l'occasion de notre fête nationale que cette année. Les mauvaises langues prétendent que Monsieur et Madame Tout-le-monde se sont montrés plus dépensiers, parce qu'ils ont pu faire leurs emplettes à bon compte dans la zone euro. Trêve de plaisanteries ! Je pense plutôt que cet élan exprime le regain de confiance en soi de notre pays. La période des slogans tels que « 700 ans, ça suffit », lancé en 1991, semble bel et bien révolue.

À y regarder de plus près, les résultats obtenus en politique comme dans l'économie expliquent assurément ce changement d'attitude réjouissant. Une plus grande conscience de notre valeur est une bonne chose, en politique et dans l'économie, aujourd'hui sans doute plus que jamais. À peine l'économie mondiale a-t-elle surmonté la récession de 2009 que la crise de l'endettement aux États-Unis et dans la zone euro menace, telle une épée de Damoclès, les marchés financiers et l'économie globale. Avec l'or, le franc suisse a atteint de nouveaux sommets historiques en tant que valeur refuge. En l'espace de 18 mois, notre monnaie s'est appréciée de 25 % en valeur pondérée. L'écart par rapport au cours d'équilibre franc-euro, proche par moments des 25 %, a enregistré de nouveaux records.

Les évolutions très problématiques hors de nos frontières nationales confrontent notre modèle helvétique, couronné de succès, à l'un de ses plus grands défis depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis et une grande partie de l'Europe occidentale ont tout d'un navire qui

roule et qui tanguent. L'équipage s'affaire à colmater les nombreuses brèches. Des finances publiques mises à mal depuis trop longtemps entraveront durablement la reprise économique des pays concernés. Les déséquilibres apparaissent d'autant plus flagrants que la majorité des pays de la zone euro ne respectaient pas les exigences du Traité de Maastricht avant même que les mesures de sauvetage et plans de relance n'entrent en jeu.

L'interaction entre la politique et l'économie se manifeste toujours plus clairement. L'économie suisse joue un rôle important dans ce dialogue, en apportant dans le processus politique les solutions proposées par l'économie. Notre compétence technique et notre expérience politique nous servent bien dans ce contexte. Il s'agit d'un processus politique légitime, dans l'intérêt de notre pays. Nul ne l'ignore : lorsque l'économie passe outre les sensibilités politiques et sociales, l'espace de liberté laissé au marché en fait tôt ou tard les frais. Mais ce que le passé récent a également révélé, c'est que toute vérité économique jugée gênante par le monde politique, et donc considérée comme taboue, ne fait qu'aggraver les dommages subis par notre économie nationale. La mauvaise gestion de la crise provoquée par l'endettement de part et d'autre de l'Atlantique en dit long sur le sujet. L'agitation et la multiplication des mesures de soutien sont insuffisantes pour corriger des erreurs de conception. La crédibilité indispensable pour susciter la confiance dans une monnaie en souffre. La création d'euro-obligations, elle aussi, ne constituerait qu'une lutte contre les symptômes, et la mutualisation des dettes affaiblirait encore davantage la responsabilité individuelle des États en matière de politique budgétaire. Autant d'aspects qui, au final, ne sont pas dans l'intérêt de la Suisse non plus.

Au printemps déjà, le Financial Times avait montré où le bât blesse : « Europe's elites are afraid to tell this truth: that a monetary union without a political union is simply not viable. » Il est vrai que, pour rester économiquement et politiquement viable, l'union monétaire doit parvenir à instaurer soit une union fiscale, soit un pacte de stabilité rigoureux. Les exercices de sauvetage en cours ne protègent pas des deux dangers suivants : d'abord, l'affaiblissement des pays compétitifs de l'Union par d'importantes prestations de transfert ; ensuite, la disparition – tôt ou tard – de l'acceptation politique de cette redistribution et, par conséquent, l'exposition de l'Union européenne à de dangereux bras de fer.

D'une manière générale, le passé récent a très clairement démontré l'impossibilité de parvenir aux fins souhaitées par une expansion monétaire et fiscale à tout prix et sans réformes structurelles. L'image qui me vient à l'esprit est celle du débat sur le malheureux bonus à l'investissement de 1997. De toute évidence, l'on est passé à côté des objectifs. À cause des programmes de relance keynésiens et de l'assouplissement quantitatif – ou « quantitative easing » en anglais – la pression en matière de réformes a fléchi partout dans le monde et les

économies occidentales ont encore perdu du terrain dans la concurrence mondiale entre places économiques. L'attitude consistant à favoriser les opportunités politiques à court terme au détriment des nécessités économiques a échoué sur toute la ligne. Sachons en tirer les leçons.

La Suisse, havre de stabilité confronté à un cours de change massivement exagéré, restera fortement sous pression. Pour résister à ces vents contraires, nous devons continuer de développer nos forces, qui reposent sur l'économie de marché, la responsabilité individuelle, l'innovation et l'esprit d'ouverture. Pour y avoir un pied, je connais les préoccupations des entreprises exportatrices. Ne rien faire n'est pas une solution, je vous l'accorde. Au-delà de l'engagement de la Banque nationale à contrer l'appréciation excessive du franc, des mesures doivent également être prises du côté de la politique économique, en particulier pour renforcer la croissance. Mais, comme le montrent les exemples étrangers, l'activisme en politique industrielle n'aboutira pas non plus à des solutions durables. Notre politique doit être axée sur des mesures qui renforcent notre compétitivité à long terme. Les partenaires sociaux, les milieux politiques et la Banque nationale doivent s'impliquer pareillement pour susciter l'acceptation des changements, dont certains seront douloureux. Dans l'intérêt de la compétitivité et de l'emploi, j'appelle donc les deux côtés – employés et patrons – à faire preuve de retenue et de mesure. Il faut un terrain d'équité et de bonne foi pour que la cure de remise en forme nécessaire – car c'est bien là ce qu'il faut et non de larges doses de calmants – soit acceptée et porte ses fruits.

L'évolution récente montre aussi que les ingrédients du succès économique ne changent pas à volonté, n'en déplaise à certaines modes. Toute démarche pour asseoir des fondations solides doit être précédée par des mesures efficaces à long terme. À plus forte raison avec un franc qui risque de rester fort un certain temps encore. Un écheveau de mesures de politique industrielle particulières mal délimitées risque, par contre, de déboucher sur une spirale de revendications. Quels sont les aspects déterminants ? Abordons-les sous la forme de six thèses si vous le voulez bien.

Premièrement, la Suisse ne doit pas lâcher l'atout que constitue la solidité de sa politique budgétaire, marquée par de faibles taux d'endettement et d'imposition. Cette politique financière est un pilier du dynamisme économique et de la capacité à surmonter les situations difficiles. Le frein à l'endettement doit dès lors, dans l'intérêt de la préservation de l'équilibre financier à long terme et de la confiance, être appliqué aussi à nos systèmes sociaux. D'autre part, l'alourdissement de la fiscalité – envisagé notamment par des ajustements au détriment de l'industrie – n'est pas acceptable. Un impôt national sur les successions, en combinaison avec l'impôt sur la fortune cantonal, aurait pour effet de compliquer la constitution de capital-risque et d'affaiblir les PME en cas de reprise. Ce dont nous avons besoin à présent en lien avec les

décisions d'investissement – outre des mesures transitoires à court terme – c'est de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, attendue depuis longtemps.

Après la dernière crise mondiale, il ne subsiste aucun doute sur la question : permettre à l'État de jouer un rôle croissant dans la création de valeur économique met à mal la compétitivité à plus longue échéance. La montagne de dettes, qui trouve son origine dans la foi en la capacité de l'État a, dans de nombreux cas, sérieusement mis à mal les fondements de l'économie de marché et ainsi ralenti le renouvellement économique.

Deuxièmement, l'accès aux marchés mondiaux est et reste capital pour notre pays. Ne nous laissons pas gagner par les réflexes de fermeture qui se multiplient et les peurs propagées de manière ciblée. Ayant grandi dans le plus petit village de Schaffhouse, à la frontière avec l'Allemagne, j'ai pu dans les années 1950 déjà goûter les avantages de l'ouverture. Pour une nouvelle coupe, le plus simple était de se rendre chez un coiffeur allemand. Au nombre des ingrédients clés du modèle à succès suisse figurent l'ouverture et la concurrence. Cela signifie aussi que la baisse des prix à l'importation due au franc fort doit être répercutée. Ici comme ailleurs, il convient de protéger la concurrence.

En économie, les vents contraires suscitent généralement peurs et isolement. Mais comme nous le savons tous, le fait d'ériger des barrières a toujours un effet boomerang. Il n'existe donc aucune alternative à la concurrence – que ce soit dans le secteur de la poste aux lettres, du prix unique du livre ou encore des transports publics.

La libéralisation multilatérale des échanges, les accords bilatéraux avec l'UE et les accords de libre-échange – 24 à ce jour – sont indispensables pour notre pays, étroitement lié aux autres économies à l'échelle mondiale. L'initiative populaire « Accords internationaux : la parole au peuple ! » restreindrait considérablement la marge de manœuvre politique nécessaire. Aussi convient-il de la rejeter catégoriquement. En revanche, l'accord avec l'Allemagne au sujet d'un impôt libérateur va plus loin que la protection de la sphère privée et la nouvelle stratégie commerciale favorisant les fortunes conformes sur le plan fiscal, constituant ainsi un grand pas dans l'intérêt de nos relations extérieures. Le secrétaire d'État Michael Ambühl mérite nos sincères remerciements.

Défendre ses propres intérêts est une tâche permanente dans toute relation. En tant que deuxième plus grand client de l'UE, investisseur direct de taille et axe de transit central, la Suisse peut et doit affirmer ses revendications. Nous n'avons pas l'intention d'ignorer les abus en relation avec la libre circulation des personnes. Mais même si nous traitons ces problèmes avec sérieux, il convient de ne pas perdre de vue un bilan global vraiment positif. En raison

notamment de son évolution démographique, la Suisse restera tributaire d'un marché du travail flexible et ouvert. S'il ne faut pas sous-estimer le fossé existant entre la réalité des faits et la perception de la situation par le grand public, tirer profit de ces préoccupations pour attiser le feu des discussions politiques ne sert pas les intérêts de notre pays. Rien ne s'oppose à la poursuite du dialogue avec l'UE pour améliorer les choses. Mais évoquer l'abandon d'une voie bilatérale éprouvée revient à jouer avec le feu, à l'opposé d'une politique responsable.

La Journée de l'économie 2010 avait pour thème « L'innovation et l'ouverture comme facteurs de succès ». Maintenant plus que jamais, l'innovation en tant que moteur de notre croissance – et cela me mène au troisième point – doit absolument recevoir encore plus d'attention. Personne ne veut d'une promotion de l'innovation pour des entreprises individuelles. Ce qu'il nous faut, c'est un cadre général fixant les conditions du soutien à l'innovation. Il reste encore bien du chemin à faire, que ce soit pour le transfert de technologies, le renforcement de la CTI, la promotion ciblée des sciences et de l'ingénierie ou encore pour un régime d'incitations fiscales.

Selon le European Innovation Scoreboard, la Suisse occupe une position de tête en la matière. La propension à innover, à contribuer au progrès technologique prendra toute son importance en relation avec la refonte de l'approvisionnement énergétique – notre quatrième point. Le thème de notre Journée de l'économie avait été fixé bien avant les événements de Fukushima. Contrairement aux années 1980, la croissance économique n'est certes plus remise en question, mais les insinuations persistent quant à son incompatibilité avec la protection de l'environnement.

Un survol des trois décennies écoulées montre cependant qu'il n'en est rien. Au contraire, les entreprises faisant appel à de nouvelles technologies ont largement contribué aux solutions, comme le montrent les succès remportés en matière de

- qualité de nos eaux et de l'air,
- gestion efficace de l'énergie et substitution des combustibles fossiles,
- recyclage,
- développement de nos systèmes de transport.

Dans tous ces domaines, notre pays occupe une place de choix. Dans la lutte contre la pollution de l'air, les principales valeurs, par exemple pour l'anhydride sulfureux, les composés organiques volatils (VOC), l'oxyde d'azote et les particules, ont baissé de 40 % à 85 % ces dernières années. Sous la pression de prix en hausse, le rendement énergétique s'est amélioré de plus de 10 % en 10 ans. Depuis 1990, l'industrie des machines à elle seule a réduit sa consommation d'énergie électrique de 44 % tout en augmentant la valeur ajoutée brute de 40 %.

Dans l'ensemble, les entreprises regroupées au sein de l'Agence de l'énergie pour l'économie ont réduit leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 5,3 millions de tonnes ces dernières années. Avec les économies imputables à la Fondation Centime Climatique et à la branche du ciment, cela représente 80 % de notre engagement total selon le Protocole de Kyoto. La voie qu'emprunte la Suisse, avec objectifs à atteindre et marge de manœuvre conceptuelle pour les entreprises, nous mènera au but. Nous souscrivons totalement à la protection de l'environnement, mais sa mise en œuvre doit être axée sur l'innovation et compatible avec les besoins de l'économie. Il est judicieux de profiter des avantages comparatifs en termes de coûts. La loi imminente sur le CO<sub>2</sub>, qui vise une compensation interne uniquement et l'abandon de la pratique des objectifs, alors que celle-ci a fait ses preuves, n'est écologiquement et économiquement pas viable pour les entreprises. Il faut continuer sur les voies qui ont fait leurs preuves.

Enfin, les comparaisons internationales réfutent une autre allégation, à savoir que d'énormes programmes de soutien de l'État et l'élimination des forces du marché auraient plus de succès. Une politique industrielle sélective reposant sur des programmes de soutien selon l'esprit politique du moment vire généralement au carrousel... sans impulsion. Nous sommes d'avis que la politique a incontestablement un rôle important à tenir. Mais celui-ci doit être axé sur la recherche fondamentale, des conditions optimales pour la recherche, l'innovation, le transfert de technologies et des objectifs à long terme.

C'est dans l'esprit de cette conception sûre que l'économie suisse entend aller de l'avant avec son savoir-faire technologique. Pour nous, l'économie « verte » n'est pas un vain mot. L'idée doit être de renforcer encore l'efficacité dans tous les secteurs, moyennant des innovations et des processus améliorés, et de prendre soin des bases naturelles de la vie. Dans cette optique, les technologies dites « cleantech » font partie d'une approche macroéconomique.

Il en va de même pour la politique énergétique. La question de l'approvisionnement en électricité ne doit pas être dissociée de la politique énergétique et climatique globale. Nous aussi voulons une refonte de l'approvisionnement énergétique qui offre une plus grande sécurité pour l'humain et l'environnement, mais qui garantisse aussi un approvisionnement en énergie fiable et à des prix compétitifs. Qui, si ce n'est notre industrie, mise pleinement sur le progrès technologique des nouvelles énergies renouvelables ? Face aux incertitudes dans ce domaine, l'innovation doit s'exprimer sans contrainte. L'option d'une toute nouvelle génération de technologie nucléaire, objet de multiples recherches en ce moment, doit rester ouverte.

Promettre de mettre en œuvre d'ici à 20 ans et en même temps une nouvelle politique climatique, la sécurité de l'approvisionnement, des prix compétitifs et le remplacement de 40 % de l'approvisionnement énergétique revient à présenter une équation avec trop d'inconnues.

Contrairement à ce qui se dit, ce dossier n'est pas dans l'impasse chez economiesuisse. Nous en appelons aux changements. Nous voulons cependant aussi assumer nos responsabilités sans forcer à tout prix les choses. Vu la grande portée des décisions, nous souhaitons un débat constructif et dépassionné sur la politique énergétique. Mais ce processus politique ne peut aboutir que si les parties impliquées, malgré des positions divergentes, font un effort de transparence et d'analyse de la politique énergétique et de la faisabilité d'une refonte de l'approvisionnement énergétique.

Dans cet esprit, le WWF, Greenpeace et moi avons décidé d'entamer un dialogue. Même si nous nous contenterons peut-être d'aborder ouvertement les réflexions et motivations fondant les positions de chacun, nous devrions obtenir une meilleure vision et compréhension mutuelles et nous aurons atteint un premier objectif important.

Venons-en au cinquième thème. En ces temps difficiles pour notre économie, la grande flexibilité de notre marché du travail et notre politique salariale décentralisée – des atouts de la Suisse – doivent continuer de faire partie de notre image de marque. Et nous ne souhaitons pas renoncer à la culture du dialogue entre partenaires sociaux. Pour maintenir emplois et investissements en Suisse malgré la forte surévaluation de notre monnaie, il faut que l'innovation progresse et que les coûts de la création de valeur diminuent. Il n'existe pas d'autre remède miracle pour le court terme.

Les récentes turbulences sur les marchés des devises ont placé la Banque nationale aux avant-postes et sur le devant de la scène. Notre politique monétaire indépendante a bien servi notre pays pendant des décennies. Sixièmement donc, il ne faut pas remettre en question l'indépendance de la Banque nationale en période de crise. Un ancrage durable à l'euro n'est pas une alternative. Conformément à la Constitution, le mandat de la Banque nationale prévoit en outre qu'en cas de crise grave, des mesures temporaires agissant sur les taux de change peuvent être justifiées. La détermination de la Banque nationale et le soutien politique sont indissociables et incontournables dans ce contexte. À l'échelle de la Confédération et des cantons, cela signifie cependant aussi que l'intérêt macroéconomique général l'emporte sur la répartition des bénéfices de la Banque nationale.

Contrairement aux réflexions sur La Fin de l'histoire de Francis Fukuyama, une révolution digne des livres d'histoire se dessine également dans l'économie globale. La crise de l'endettement et les déséquilibres flagrants accéléreront encore la perte de poids économique et politique des pays occidentaux. La Suisse est à la croisée de ces mouvements. Plutôt que de tomber dans l'activisme électoraliste, nous – l'économie et la politique – devons concentrer toute notre énergie sur le renforcement de notre compétitivité et l'ouverture de nouveaux marchés. Par le

passé déjà, cela a permis à la Suisse de rester sur la voie du succès. Sachons faire preuve de persévérance sur cette voie, afin que la croix blanche sur fond rouge reste le symbole de la réussite économique.